

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF AGRICULTURE
AND RURAL DEVELOPMENT

MAITRE D'OUVRAGE :

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

AUTORITE CONTRACTANTE :

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

COMMISSION COMPETENTE :

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES AUPRES DU MINISTRE DE
L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

LES MARCHES EN QUESTION SONT OUVERTS A TOUTES LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES OU COLLECTIVES
IMMATRICULEES A LA CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE DU CAMEROUN
A L'EXCEPTION DES ENTREPRISES QUI SONT EN FAUSSE POSITION JURIDIQUE. LES ENTREPRISES
NON IMMATRICULEES SONT ELIGIBLES A LA PARTICIPATION A LA CONCEPTION ET A LA REALISATION
DES MARCHES EN QUESTION A LA CONDITION D'ETRE EN POSSESSION D'UN ATTESTAT DE REGISTRATION
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE DU CAMEROUN.

Délai de livraison : Un (01) mois

FINANCEMENT : BIP MINADER - BUDGET DU PNRDFCC, EXERCICE 2019

D'IMPUTATION : 53 30 392 01 330001 2275

Dossier de Consultation

Septembre 2019

SOMMAIRE

| | | |
|--------------|--|----|
| PIECE N° 1 : | L'AVIS DE CONSULTATION OUVERTE (ACO)..... | 3 |
| PIECE N° 2 : | LE REGLEMENT DE CONSULTATION..... | 10 |
| PIECE N° 3 : | LE SPECIFICATION TECHNIQUE (ST)..... | 14 |
| PIECE N° 4 : | LE CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES..... | 16 |
| PIECE N° 5 : | LE CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF | 18 |
| PIECE N° 6 : | LE TABLEAU DE COMPARAISON DES OFFRES..... | 20 |
| PIECE N° 7 : | LE MODELE DE LA LETTRE COMMANDE..... | 22 |
| PIECE N° 8 : | LES MODELES DES PIECES | 35 |
| PIECE N° 9 : | LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS DE PREMIER RANG AGREES PAR LE MINISTRE DES FINANCES, AUTORISES A EMETTRE LES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS..... | 40 |

PIECE : N° 1
AVIS DE CONSULTATION
(Version Française et Anglaise)



AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COTATION N°043/DC/MINADER/PNRDFCC/CIPM/2019 DU 16 SEPT 2019 RELATIVE A L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES KITS DE PROTECTION CORPORELLE AU PROJET NATIONAL DE RELANCE ET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES CACAO-CAFE (PNRDFCC).

FINANCEMENT : BIP MINADER - Budget du PNRDFCC, Exercice 2019

1- Objet de la consultation

Dans le but d'améliorer la productivité des exploitations de cacao et café à travers la mise en œuvre d'un système efficace et durable de protection des vergers cacao-café, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Projet National de Relance et de Développement des Filières Cacao-Café (PNRDFCC), un Avis de Consultation Ouverte pour la Demande de Cotation relative à la fourniture des kits de protection corporelle.

2- Consistance de la prestation

La prestation objet de la présente Lettre Commande comprend la fourniture de deux cent quatre-vingt-un (281) kits de protection corporelle. Chaque kit étant constitué de :

- ✓ Un Chapeau
- ✓ Une Combinaison
- ✓ Une paire de Gants de protection corporelle
- ✓ Un Protège nez
- ✓ Une paire de Lunette de protection
- ✓ Une paire de bottes

3- Délai et lieu de livraison

3.1. Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet de la présente Consultation est d'un (01) mois calendaire. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de service de commencer les prestations.

3.2. Les fournitures objet de la présente Lettre Commande seront livrées conformément au tableau ci-après :

| Désignation | Qté total | Lieu de destination | | |
|--|-----------|---------------------|-------------|--|
| | | Régions | GIC ou COOP | |
| Chaque kit étant constitué de : - Un Chapeau - Une Combinaison - Une paire de Gants de protection corporelle - Un Protège nez - Une paire de Lunette de protection - Une paire de bottes | 281 | CE | 60 | Coordination régionale du PNRDFCC des Régions concernées |
| | | SW | 44 | |
| | | SU | 38 | |
| | | LT | 29 | |
| | | ES | 33 | |
| | | NW | 30 | |
| | | OU | 37 | |
| | | AD | 10 | |

4. Allotissement

La présente Consultation comporte un lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de sept millions (7 000 000) de Francs CFA TTC.

6. Participation et origine

La participation à la Consultation est ouverte à égalité de conditions aux Société et Entreprises de droit Camerounaise exerçant dans le domaine.

7. Financement

Les prestations objet de la présente consultation seront financées par le **BIP MINADER - Budget du PNRDFCC; exercice 2019, Imputation : 53 30 392 01 330001 2275.**

8. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission établi par un établissement bancaire ou organisme financier habilité par le Ministre chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 09 de la DC d'un montant de cent quarante mille (140 000) francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Conformément à l'Article 90 (7) du Code des Marchés Publics, les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux, ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement de soumission, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit un hypothèque légale, soit une caution d'un Ets bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

9. Consultation du Dossier de Consultation

Le Dossier de Consultation peut être consulté aux heures ouvrables, au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés à Yaoundé, 3^{ème} chalet, Tel : 222 22 16 24, Fax 222 22 50 91.

10. Acquisition du Dossier de Consultation

Le Dossier de Consultation peut être obtenu au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés à Yaoundé, 3^{ème} chalet Tel : 222 22 16 24 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de douze mille (12 000) francs CFA payable au Trésor Public territorialement compétent.

Par ailleurs les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète (boîte postale, Téléphone, Télécopie, e-mail)

11. Remise des Offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marqués comme tels, devra parvenir au Service des Marchés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, au plus tard le **10, 8. OCT. 2014** heures précises, contre récépissé et devra porter la mention :

«AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COTATION N°043/DC/MINADER/PNRDFCC/CIPM/2019 DU 09 SEPT. 2014 RELATIVE A L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES KITS DE PROTECTION CORPORELLE AU PROJET NATIONAL DE RELANCE ET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES CACAO-CAFE (PNRDFCC) »

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service compétent, conformément au listing prévu au Règlement de la Consultation. Elles devront obligatoirement dater de moins de (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Consultation.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier de Consultation pour cette Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivrée par un établissement bancaire ou conformément à l'Article 90 (7) du Code des Marchés Publics, que les petites et

moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux , ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place de la cautionnement de soumission, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit un hypothèques légale, soit une caution d'un Ets bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur, entraînera le rejet pur et simple de l'Offre sans aucun recours.

13- Ouverture des offres

L'ouverture des offres aura lieu le **10.08.2019.....** à **15 heures** précises à la Salle de Conférences de la DESA, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINADER.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandaté ayant une parfaite connaissance du dossier.

14- Principaux critères éliminatoires

- Absence du cautionnement de soumission;
- Non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- Non-respect des modèles de pièces ;
- Dépassement du délai de livraison ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics.

NB : Toutes les pièces doivent être certifiées conformes par une autorité administrative compétente et dater de moins de 03 mois.

15- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au Soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

16- Durée de validité des Offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant soixante (60) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

17- Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables au Service des Marchés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural à Yaoundé, Tel 222 22 16 24.

18. Dénonciations

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 ou 699 37 07 48

Yaoundé, le **06 SEPT 2019**
Le Ministre

AMPLIATIONS :

- ARMP
- Président CIPM
- Service des Marchés.



Gabriel MBAIROBE



OPENED NATIONAL QUOTATION REQUEST TO TENDER
N°043/ONQR/MINADER/NPRDCCS/ITB/2019 OF THE 15 SEPT 2019. ON THE ACQUISITION AND DISTRIBUTION OF BODY PROTECTIVE KITS TO THE NATIONAL PROJECT FOR THE RECOVERY AND DEVELOPMENT OF COCOA-COFFEE WINES (NPRDCC).

FINANCING: BIP MINARD - Budget of NPRDCC, Exercise 2019

1- Subject of the tender

In order to improve the productivity of cocoa and coffee farms through the implementation of an efficient and sustainable system of protection of cocoa-coffee orchards, the Minister of Agriculture and Rural Development, Project Manager launches, on behalf of the National Cocoa-Coffee Sector Recovery and Development Project (PNRDFCC), an Open Consultation Notice for the Request for Quotation for the supply of body protective kits.

2- Nature of service

The service covered by this Letter Order includes the supply of two hundred and eighty-one (281) body protective kits:

- ✓ Hat;
- ✓ A combination;
- ✓ A pair of body/protection gloves;
- ✓ A nose guard;
- ✓ A pair of protective glasses;
- ✓ A pair of boots.

3. Delivery and place deadline

3.1. The maximum delivery deadline provided for by the contracting Authority shall be one (01) month.

3.2. The supplies subject of this Letter Order will be delivered in accordance with the table below:

| Désignation | Total Quantity | Place of destination | | |
|--|----------------|----------------------|-------------|---|
| | | REG | GIC or COOP | |
| Acquisition and distribution of 281 body protective kits | 281 | CE | 60 | Regional coordination of the PNRDFCC of the Regions concerned |
| | | SW | 44 | |
| | | SU | 38 | |
| | | LT | 29 | |
| | | ES | 33 | |
| | | NW | 30 | |
| | | OU | 37 | |
| | | AD | 10 | |

4. Allotment

The supplies shall be divided into single lot.

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation following prior studies stands at seven million (7 000 000) CFA francs.

6. Participation and origin

Participation to this invitation to tender is open to all certified Cameroonian based suppliers with proven experience in this domain.

7. Financing

Services forming the subject of this invitation to tender shall be financed by BIP MINADER - Budget of NPRDCCS. Exercise 2019; Imputation: 53 30 392 01 330001 2275.

8. Bid bond

Each bidder must include in his administrative document, a provisional bid bond issued by a bank approved by the Ministry of finance of an amount of an amount of one hundred and forty thousand (140 000) FCFA and valid for thirty (30) days beyond the validity of offers.

In accordance with Article 90 (7) of the Public Procurement Code, which stipulates that small and medium-sized enterprises with capital and national leaders, as well as civil society organizations, may produce, in place of the bid bond, a certified check, either a bank check or a legal hypothec, or a deposit from a bank account or an approved financial institution in accordance with the laws in force.

9. Consultation of the tender file

The file may be consulted during working hours at the Contracts' Service of the Department of Material and Financial Resources of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24 as soon as this notice is published.

10. Acquisition of tender file

The file may be obtained from the Contracts' Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24 as soon as this notice is published against payment of non-refundable sum twelve thousand (12 000) Francs CFA francs, payable at Public Treasury.

Also, the tenderers will have to register, making sure at the same time that their address (postal, telephone, fax, e-mail) is provided in the Contract's Service during working hours.

11. Submission of offers

Tenders should be written in English or French and in five (05) copies with one (01) original and four (04) photocopies. This file should reach the Contracts' Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé, on or before the 01.08.2019 exactly 2.00 Pm local time and should carry the following:

"OPENED NATIONAL QUOTATION REQUEST TO TENDER

N°043/ONQR/MINADER/ITB/NPRDCC/2019 OF THE 16 SEPT 2019 ON THE ACQUISITION AND DISTRIBUTION OF BODY PROTECTIVE KITS TO THE NATIONAL PROJECT FOR THE RECOVERY AND DEVELOPMENT OF COCOA-COFFEE WINES (NPRDCC).

"To be opened only during the bids analysis session"

12. Admissibility of offers

Under risk being reject, the other administrative documents required must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender.

They must be older than three (03) months preceding the original date of submission of bids or must not have been established after the signing of the tender notice. Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of this notice and Tender File shall be declared inadmissible.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank approved by the Minister Finance in accordance with Article 90 (7) of the Public Procurement Code, which stipulates that small and medium-sized enterprises with capital and national leaders, as well as civil society organizations, may produce, in place of the bid bond, a certified check, either a bank check or a legal hypothec, or a deposit from a bank account or an approved financial institution in accordance with the laws in force will result in outright rejection of the offers.

13. Opening of bids

The bids shall be opened in a single phase.

The opening of the administrative documents and the technical and financial offers will take place on ~~10.9.2019~~ **10.9.2019** at 03 pm local time by the Tenders Board of the Ministry of Agriculture and Rural Development in the conference hall DESA.

Only bidders can attend or be duly represented by a person of their choice.

14. Main eliminatory criteria

Bids shall automatically be rejected when:

- Absence of a bid bond;
- Non-production beyond 48 hours after the opening of bids, of a piece of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- False or falsified documents;
- Non respect of delivery deadline;
- Non respect the models of pieces;
- Absence of the declaration on the honour to have given up a market during three last years and only the company is not reproduced on the list of the failing companies annually established by the Minister for the Public Markets;

15. Attribution

The Contracting Authority shall attribute the contract to the tenderer who is in conformity with the specifications of the tender document, disposes technical and financial capacities to execute the contract and who has been evaluated as the least bidder.

16. Validity of offers

Bidders will remain committed to their tenders for a maximum period of **sixty (60) days** from the deadline set for the submission of tenders.

17. Complementary Information

Complementary technical information may be obtained during working hours from the Contract's Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé telephone: 222 22 16 24.

18. Denunciations


For any act of corruption, kindly call or send an SMS to MINMAP at the following numbers 673 20 57 25 or 699 37 07 48.

Done in Yaounde, the 16 SEPT 2019

The Minister

Copies:

- ARMP
- Chapersons of Tender Board
- Contracts Service.



Gabriel MBAIROBE

PIECE N° 2
REGLEMENT DE LA CONSULTATION

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

A. LE DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 1 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

1.1. Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural dénommé « l'Autorité Contractante », lance une Consultation Ouverte pour l'acquisition et distribution de deux cent quatre-vingt et un (281) kits de protection corporelle.

1.2. Le Dossier de Consultation comprend les documents ci-après :

- a) Avis en français et en anglais ;
- b) Règlement de la consultation ;
- c) Spécifications techniques ;
- d) Cadre du Bordereau des prix unitaires;
- e) Cadre du devis quantitatif et estimatif;
- f) Projet de Lettre Commande ;
- g) Modèle de tableau de comparaison des offres ;
- h) Modèles des pièces ;
- i) Liste des Ets financiers et compagnies d'assurances agréées par le MINFI.

1.3. Le prestataire devra examiner les instructions, modèles, conditions et spécifications contenues dans le Dossier de Consultation.

B. PREPARATION DES OFFRES

ARTICLE 2 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre ainsi que toutes les correspondances constituant l'offre seront rédigées en français ou en anglais.

ARTICLE 3 : CONSTITUTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF

Le dossier administratif à soumettre doit impérativement comprendre les pièces suivantes

- la déclaration d'intention de soumissionner timbrée, datée et signée;
- l'Attestation de non redevance ;
- la Déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un Marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics ;
- l'Attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ou tout autre document établi par l'institution compétente du pays de résidence du soumissionnaire étranger datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ;
- le cautionnement bancaire délivré par un Ets financier agréé par le MINFI et Conformément à l'Article 90 (7) du Code des Marchés Publics, les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux , ainsi que les organismes de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement de soumission, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit un hypothèques légale, soit une caution d'un Ets bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur. Il est de cent quarante mille (140 000) Francs CFA ;
- l'Attestation CNPS datant de moins de 03 mois ;
- l'Attestation de Domiciliation bancaire ;
- l'Attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- la quittance d'achat du dossier de consultation délivrée par le Trésor public, d'un montant douze mille (12 200) Francs CFA;
- le Plan de localisation de l'entreprise certifié;
- la Carte de contribuable certifiée;
- le Registre de commerce certifié;
- l'Attestation de localisation certifiée.

ARTICLE 4 : DOSSIER TECHNICO-FINANCIER ET SON CONTENU

Le dossier technico-financier à soumettre doit impérativement comprendre :

- (a) la lettre de soumission ou l'acte d'engagement timbré, daté et signé;
- (b) les Spécifications Techniques (ST);
- (c) le devis quantitatif et estimatif;
- (d) le projet de la Lettre Commande paraphé sur toutes les pages timbrées, datées et signées à la fin du document.
- (e) le bordereau des prix unitaires timbrés, datés et signés.

ARTICLE 5 : OFFRE

5.1. Le prestataire précisera dans la soumission le lieu de livraison et les prix hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et tous droits de douanes.

5.2. Le prestataire complétera le bordereau des prix unitaires fourni dans le Dossier de Consultation, en indiquant les différentes rubriques dans la ligne qui lui est réservée, les prix unitaires, le prix total pour chaque rubrique.

5.3. Le prestataire remplira, datera et signera le projet de Lettre Commande.

ARTICLE 6 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les prix seront libellés en francs CFA.

ARTICLE 7 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les offres seront valables pour la période de **soixante (60) jours** à compter de la date de l'ouverture des plis.

C. DEPOT DES OFFRES

ARTICLE 8 : CACHETAGE ET MARQUAGE DES OFFRES

Les soumissionnaires placeront l'original et **quatre (04) copies** de leurs offres dans une enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure devra contenir **deux (02) enveloppes** cachetées ;

- (a) adressée au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le Dossier de Consultation ;
- (b) portant le nom du projet, le titre et le numéro de la consultation indiqués dans le dossier de consultation.

La **première enveloppe** portera la mention "**Pièces Administratives**" et contiendra les pièces mentionnées à l'article 3.

La **deuxième enveloppe** portera la mention "**Offre Technico-Financière**" et contiendra les pièces mentionnées à l'article 4.

Toute soumission non conforme en tous points aux prescriptions de la présente consultation sera rejetée.

ARTICLE 9 : DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES

Les offres doivent être reçues à l'adresse et au plus tard le à **14 heures précises**.

D. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

ARTICLE 10 : OUVERTURE DES PLIS

La Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) du MINADER ouvrira les plis en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

L'ouverture des plis aura lieu le à **15 heures précises**.

ARTICLE 11 : VERIFICATION DE LA CONFORMITE ET COMPARAISON DES OFFRES

La CIPM procédera à la vérification de la conformité et à la comparaison des offres en procédant dans l'ordre suivant :

- * l'examen de la conformité des offres au plan administratif et du point de vue des délais et des spécifications techniques ;
- * comparaisons des offres financières : la vérification des opérations arithmétiques, en utilisant le cas échéant les prix unitaires en lettres pour procéder aux corrections nécessaires ;
- * l'élaboration d'un tableau récapitulatif des offres ;
- * Critères éliminatoires.
 - Absence du cautionnement de soumission;
 - Non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;

- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- Non-respect des modèles de pièces ;
- Dépassement du délai de livraison ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics.

ARTICLE 12 : DROIT DE MODIFIER LES QUANTITES

Le Maître d'Ouvrage, au moment de l'attribution de la Lettre Commande, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer de 15% au plus la quantité des fournitures et de services spécifiés dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

ARTICLE 13 : ATTRIBUTION DE LA LETTRE COMMANDE

La CIPM proposera l'attribution de la Lettre Commande au cocontractant, dont elle aura déterminé que l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier de Consultation, et qu'elle est l'offre évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

ARTICLE 14 : COMMUNIQUE DE L'ATTRIBUTION DE LA LETTRE COMMANDE

Le Maître d'Ouvrage décidera de l'attribution et publiera le résultat de la consultation ouverte, par voie de presse et/ou par voie d'affichage en communiquant :

- a) le nom de l'attributaire ;
- b) l'objet de la consultation ;
- c) le délai et lieu de livraison ;
- d) Le montant de la Lettre Commande.

ARTICLE 15 : SIGNATURE DE LA LETTRE COMMANDE

Dans les quinze (15) jours suivant l'attribution, la Lettre Commande sera signée par le Maître d'Ouvrage et sera notifiée au Cocontractant qui se chargera de l'enregistrer selon la procédure en vigueur.

ARTICLE 16 : CORRUPTION ET MANŒUVRES FRAUDULEUSES

Le Président, les Membres de la Commission et les soumissionnaires doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment s'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante :

- (i) est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un Marché, et
- (ii) se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un Marché de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage. « Manœuvres frauduleuses » comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage des avantages de cette dernière.
- (iii) Tout soumissionnaire passible de corruption et de manœuvre frauduleuse verra son offre rejetée conformément au Code des Marchés Publics.

PIECE : N° 3
SPECIFICATIONS TECHNIQUES

SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES KITS DE PROTECTION CORPORELLE

1. Paire de bottes

- Spécifications

Conforme à la norme EN 347 relative aux chaussures et bottes de sécurité de travail.

- Chaussures adaptées pour les travaux champêtres et tous autres travaux en milieux humides.
- Type sécurité : SI
- Constitutions :
- Tige PVC vert ;
- Semelle PVC noir ;
- Doublure nylon blanc.
- Caractéristiques :
- Semelle antidérapante et résistante aux légères piqûres (reptiles...) ;
- Semelle résistante aux huiles et hydrocarbures ;
- Dessus imperméable ;
- Taille : 39-44

La mention « MINADER PNRDFCC » doit être lisiblement et durablement inscrite sur la surface extérieure de chaque botte.

2. Lunette de protection

- Spécifications :

- Conforme aux normes européennes EN 166 et EN 170 relative aux lunettes ;
- EN 166 : spécification ;
- EN 170 : filtre pour l'ultraviolet

- Constitutions :

- Monture : PVC souple ;
- Aération : 4 aérations anti-poussière, anti-projection chimique réglables ;
- Maintien : par élastique et serrage réglable ;
- Ecran : polycarbonate incolore très confortable et anti-buée

- Caractéristiques :

Lunettes masques, standard, aérés.

3. Protège nez

- Spécifications :

- conformes à la norme européenne EN 149-2001 relative aux masques de nez ;

- Constitutions :

- Média filtrant en polypropylène (MB) électrostatique
- Couche extérieure et intérieure en polypropylène SMS
- Élastique en gomme synthétique naturelle sans latex
- Pince nez en fil de fer entouré de polyéthylène
- FFP2 : moyenne capacité de filtration ;
- SL : protège à la fois contre les poussières et aérosols solides et liquides
- Emballage individuel ;
- Poids : 12gr ;
- Conditionnement : boîte de 20.

- Caractéristiques :

Masque pliable à multiples usages FFP 2SL.

4. Gants de protection corporelle

- Spécifications :

- Conformes aux normes EN 420 et EN 388.

✓ EN 420 : exigence générale pour les gants de protection (PH, teneur en chrome, taille, dextérité, perméabilité, innocuité) ;

✓ EN 388 : protection contre les risques mécaniques

- Constitutions :
- Matière : PVC rouge ;
- Support : coton ;
- Longueur : 40 cm et 36 cm ;
- Tailles : 10

5. Combinaisons

- Spécifications :
- Matériau non absorbant, solide, durable et confortable
- Constitutions :

Matière

- Fermeture : à glissière double sens
- Poches : 2 au niveau de la poitrine, 2 en avant sur le pantalon et 1 en arrière
- Caractéristiques :

Couleur : bleu ou vert, tailles variées en deux ou une pièce, longues manches (recouvrant des bras au poignet).

La mention « MINADER PNRDFCC » doit être lisiblement et durablement inscrite sur le dos de la combinaison.

6. Chapeaux

- Spécifications :
Etoffe en coton. La mention « MINADER PNRDFCC » doit être lisiblement et durablement inscrite autour du chapeau
- Constitutions :

Matière : coton.

- Caractéristiques :

Couleur : bleu ou vert, tailles variées en modèle large bord.

PIECE : N° 4
CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

| N° | Désignations | Unité | Quantité | Prix unitaire hors TVA | Prix Total HTVA |
|----|---|-------|----------|------------------------|-----------------|
| 01 | Un Chapeau | | | | |
| 02 | Une Combinaison | | | | |
| 03 | Une paire de Gants de protection corporelle | | | | |
| 04 | Un Protège nez | | | | |
| 05 | Une paire de Lunette de protection | | | | |
| 06 | Une paire de bottes | | | | |

Date

(insérer la date)

Signature

Nom du Soumissionnaire-----

PIECE N° 5

CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

CADRE DU DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

| N° | Description détaillée de l'article | Unité | Quantité | Prix unitaire (En chiffres et en lettres) | Prix Total |
|----|---|-------|----------|--|------------|
| 1 | Un Chapeau | | 281 | | |
| 2 | Une Combinaison | | | | |
| 3 | Une paire de Gants de protection corporelle | | | | |
| 4 | Un Protège nez | | | | |
| 5 | Une paire de Lunette de protection | | | | |
| 6 | Une paire de bottes | | | | |
| 7 | Distribution | | | | |
| | TOTAL (H TVA) | | | | |
| | TVA (19, 25%) | | | | |
| | IR (2,2% ou 5,5% TH TVA) | | | | |
| | NET A PAYER | | | | |
| | TOTAL (TTC) | | | | |

Total toutes taxes comprises (lettres) : _____

_____ francs CFA.

PIECE : N° 6
TABLEAU DE COMPARAISON DES OFFRES

TABLEAU DE COMPARAISON DES OFFRES

| N° | Noms des soumissionnaires | Adresse | Conformité de l'offre | | Livraison | | Prix total TTC | Observations |
|----|---------------------------|---------|-----------------------|-----|-----------|------|----------------|--------------|
| | | | Oui | Non | Délai | Lieu | | |
| 1 | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | |

Membres de la Commission Interne de Passation des Marchés :

Nom

Fonction

Signature

PIECE : N° 7
MODELE DE LETTRE COMMANDE



LETTRE COMMANDE N° _____ /LC/MINADER/PNRDFCC/CIPM/2019 DU _____
AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COTATION
N°043/DC/MINADER/PNRDFCC/CIPM/2019 DURELATIVE A L'ACQUISITION ET
DISTRIBUTION DES KITS DE PROTECTION CORPORELLE AU PROJET NATIONAL DE RELANCE ET
DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES CACAO-CAFE (PNRDFCC).

TITULAIRE DE LA LETTRE COMMANDE:

OBJET DE LA LETTRE COMMANDE: FOURNITURE DE DEUX CENT QUATRE VINGT ET UN (281 KITS
DE PROTECTION CORPORELLE

DELAI DE LIVRAISON : UN (01) MOIS

LIEU DE LIVRAISON : COORDINATION REGIONALE DU PNRDFCC DES REGIONS CONCERNEES

MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE :

FINANCEMENT : BIP MINADER - BUDGET DU PNDCE, EXERCICE : 2019

IMPUTATION : 53 30 392 01 330001 2275

| | |
|-------------|----------|
| SOUSCRITE | LE _____ |
| SIGNEE | LE _____ |
| NOTIFIEE | LE _____ |
| ENREGISTREE | LE _____ |

ENTRE :

Le GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN, représenté par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, ci-après dénommé :

«LE MAITRE D'OUVRAGE»

D'UNE PART,

ET

_____ **BP** _____, **Tél.** _____

Dont le siège social est situé à _____

Représenté par son Directeur Général ci - après désigné

« LE COCONTRACTANT »

D'AUTRE PART,

IL A ETÉ CONVENU ET ARRETÉ CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Titre II : Spécifications Techniques (ST)

Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Titre IV : Devis Quantitatif et Estimatif (DQE)

**Titre I: Cahier des Clauses Administratives
Particulières**

SOMMAIRE

CHAPITRE I : GENERALITES

- ARTICLE 1: OBJET DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION
- ARTICLE 3: PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 4 : DEFINITIONS, ATTRIBUTIONS ET NANTISSEMENT
- ARTICLE 5: LANGUE, LOI ET REGLEMENTATION APPLICABLES
- ARTICLE 6: NORMES
- ARTICLE 7: PIECES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 8: TEXTES GENERAUX APPLICABLES.
- ARTICLE 9: COMMUNICATION
- ARTICLE 10: ORDRE DE SERVICE
- ARTICLE 11 : MATERIEL ET PERSONNEL DU FOURNISSEUR

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

- ARTICLE 12 : CAUTIONS ET GARANTIES
- ARTICLE 13 : MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 14 : LIEU ET MODE DE PAIEMENT
- ARTICLE 15 : VARIATION DES PRIX
- ARTICLE 16 : AVANCE DE DEMARRAGE
- ARTICLE 17 : INTERETS MORATOIRES
- ARTICLE 18 : PENALITES DE RETARD
- ARTICLE 19 : REGIME FISCAL ET DOUANIER
- ARTICLE 20 : TIMBRES ET ENREGISTREMENT DE LA LETTRE COMMANDE

CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS

- ARTICLE 21 : BREVET
- ARTICLE 22 : LIEU ET DELAI DE LIVRAISON
- ARTICLE 23 : ROLES ET RESPONSABILITES DU FOURNISSEUR
- ARTICLE 24 : TRANSPORT ET ASSURANCE

CHAPITRE IV : RECEPTION

- ARTICLE 25 : RECEPTION DEFINITIVE

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

- ARTICLE 26 : RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 27 : CAS DE FORCE MAJEURE
- ARTICLE 28 : DIFFERENDS ET LITIGES
- ARTICLE 29 : EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE COMMANDE
- ARTICLE 30 : ET DERNIER: ENTREE EN VIGUEUR DE LA LETTRE COMMANDE

CHAPITRE I : GENERALITES

ARTICLE 1:OBJET DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande a pour objet la fourniture de deux cent quatre-vingt et un (281) kits de protection corporelle au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural pour le compte du Projet National de Relance et de Développement des Filières Cacao-Café (PNRDFCC).

ARTICLE 2: CONSISTANCE DE LA PRESTATION

La prestation de la présente Lettre Commande consiste en la fourniture de deux cent quatre-vingt-un (281) kits de protection corporelle. Chaque kit étant constitué de :

- ✓ Un Chapeau
- ✓ Une Combinaison
- ✓ Une paire de Gants de protection corporelle
- ✓ Un Protège nez
- ✓ Une paire de Lunette de protection
- ✓ Une paire de bottes

ARTICLE 3 PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande est passée après Consultation Ouverte pour une Demande de Cotation N°043/DC/MINADER/PNRDFCC/CIPM/2019 du

ARTICLE 4: DEFINITIONS, ATTRIBUTIONS ET NANTISSEMENT

4.1. Définitions générales et attributions

- Le Maître d'Ouvrage est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité Contractante est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité en charge du contrôle de l'effectivité de la prestation est le **Ministère des Marchés Publics**.
- Le Chef de Service du Marché est le **Coordonnateur National du Projet de Relance et de Développement des Filières Cacao-Café**;
- L'Ingénieur du Marché est le **Directeur de la Réglementation et du Contrôle de Qualités des Intrants et Produits Agricoles**.
- Le Cocontractant est

4.2. Nantissement

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- L'Autorité chargée de la liquidation des dépenses est le **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** ;
- Le Responsable chargé du paiement est le **Payeur Spécialisé auprès du MINADER**.
- Le Responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution de la présente Lettre Commande est le **Chef de Service du Marché**.

ARTICLE 5: LANGUE, LOI ET REGLEMENTATION APPLICABLES

5.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

5.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation de la Lettre Commande. Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature de la présente Lettre Commande venaient à être modifiés après la signature de celle-ci, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

ARTICLE 6: NORMES

6.1. Les fournitures livrées en exécution de la présente Lettre Commande seront conformes aux normes et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun ; cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

6.2. Le fournisseur étudiera, exécutera et garantira les fournitures et prestations de la présente Lettre Commande en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

ARTICLE 7: PIECES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE COMMANDE

Les pièces contractuelles constitutives de la présente Lettre Commande sont par ordre de priorité :

1. la lettre de soumission ou acte d'engagement timbré, daté et signé;
2. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
3. Spécifications Techniques (ST);
4. les éléments propres à la détermination du montant de la Lettre Commande, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires; le détail ou le devis quantitatif et estimatif ; le sous-détail des prix unitaires.

ARTICLE 8: TEXTES GENERAUX APPLICABLES

La présente Lettre Commande est soumise aux textes généraux ci-après :

1. Loi n°2015/018 du 21 décembre 2015 régissant l'activité commerciale au Cameroun ;
2. La loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat ;
3. La loi n°2018/022 du 11 décembre 2018 portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2019;
4. Le décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics et ses textes modificatifs subséquents ;
5. Le décret n°2003/661/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics et ses modificatifs subséquents ;
6. Le décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement modifié et complété par le décret n°2019/002 du 04 mars 2019 ;
7. Le décret n°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics dans ses dispositions non contraires au Code des Marchés Publics ;
8. Le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et ses textes d'application ;
9. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de fourniture mis en vigueur par arrêté n°033/CAB/PM du 13 février 2007 ;
10. Les normes en vigueur ;
11. Circulaire N°0001/C/MINFI du 28 décembre 2018 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au suivi et au Contrôle de l'exécution du budget de l'Etat, des Entreprises et des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'exercice 2019 ;
12. La Décision N°006/D/MINMAP/SG/DAJ du janvier 2018 constatant la composition des Commissions de Passation des Marchés ;
13. Décisions N° 00432/CAB/MINMAP du 18 Juin 2019 portant nomination de Présidents des Commission Internes de Passation des Marchés Publics. Note de Service N°034/NS/MINMAP/CAB du 25 Avril 2019 portant désignation des représentants du Ministère des Marchés Publics au sein des Commissions Interne de Passation des Marchés placées des Chefs de Départements ministériels ;
14. D'autres textes spécifiques au domaine concerné par la Lettre Commande.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION

9.1. Toutes communications au titre de la présente Lettre Commande sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après

- a. Dans le cas où le fournisseur est le destinataire Madame/Monsieur.....

A son domicile situé à son siège ou à l'Agence territorialement compétent, ou le cas échéant, à côté du lieu de livraison ou de fourniture du service

Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Maître d'Ouvrage, au Chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la mairie de.....

b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire :

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural avec copie adressée dans les mêmes délais au Chef de Service du Marché et à l'Ingénieur le cas échéant.

9.2. Le fournisseur adressera toutes notifications écrites ou correspondances à l'Ingénieur du Marché, avec copie au Chef de service du Marché.

ARTICLE 10 : ORDRE DE SERVICE

10.1. L'Ordre de Service de commencer les prestations est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié par le chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur du Marché et le Payeur.

10.2. Les Ordres de Service à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur du Marché et le Payeur.

10.3. Les Ordres de Service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations et sans incidence financière seront directement signés par le Chef de Service du Marché et notifiés par l'Ingénieur du Marché.

10.4. Les Ordres de Service valant mise en demeure sont signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur du Marché.

10.5. Le fournisseur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

ARTICLE 11 : MATERIEL DU FOURNISSEUR

11.1. Matériel proposé dans l'offre

Le fournisseur utilisera le matériel approprié proposé dans l'offre pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.

11.2. Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 12 : GARANTIES OU CAUTIONS

12.1. Cautonnement définitif

Conformément aux dispositions de l'Article 142 du Code des Marchés Publics, il n'est pas prévu de cautionnement définitif dans le cadre de cette Lettre Commande.

12.2 Retenue de garantie

La retenue de garantie est fixée à 3% du montant TTC de la Lettre Commande.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement de bonne exécution sera effectuée dans un délai d'un (01) mois après la réception définitive par la main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du fournisseur.

ARTICLE 13 : MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE

Le montant de la présente Lettre Commande, tel qu'il ressort du détail ou devis estimatif ci-joint, est de _____ (en chiffres) _____ (en lettres) francs CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : _____ () francs CFA ;
- Montant de la TVA : _____ () francs CFA ;
- Montant AIR: _____ () francs CFA ;
- Montant Net à Percevoir: _____ () francs CFA.

ARTICLE 14 : LIEU ET MODE DE PAIEMENT

14.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le maître d'Ouvrage au fournisseur, dans les conditions indiquées dans la Lettre Commande, le fournisseur s'engage par les présentes à exécuter la Lettre commande conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics en vigueur.

14.2. Les paiements s'effectueront au compte n° _____ ouvert au nom du fournisseur à la banque _____.

ARTICLE 15 : VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes

ARTICLE 16 : AVANCE DE DEMARRAGE

Le Maître d'Ouvrage n'accordera aucune avance de démarrage pour la présente Lettre Commande.

ARTICLE 17 : INTERETS MORATOIRES

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément aux articles 166 et 167 du décret n°2042/366 du 20 juin 2042 portant Code des Marché Publics.

ARTICLE 18 : PENALITES DE RETARD

A. Pénalités de retard

18.1. En cas de dépassement du délai contractuel imputable au titulaire du marché, il lui est appliqué une pénalité de retard, dont le montant est fixé comme suit :

a- Un deux millièmes (1/2000^è) du montant TTC de la Lettre Commande de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;

b- Un millièmes (1/1000^è) du montant du montant de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

B. Pénalités spécifiques

18.2. Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le Cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- Remise tardive du cautionnement définitif ;
- Remise tardive des assurances.

18.3. En tout état de cause, le montant cumulé des pénalités ne saurait excéder dix pour cent (10%) du montant TTC de la Lettre Commande de base et de ses avenants éventuels sous peine de résiliation.

ARTICLE 19 : REGIME FISCAL ET DOUANIER

La Circulaire N°0001/C/MINFI du 28 décembre 2018 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au suivi et au Contrôle de l'exécution du budget de l'Etat, des Entreprises et des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'exercice 2019.

ARTICLE 20 : TIMBRES ET ENREGISTREMENT DE LA LETTRE COMMANDE

Sept (07) exemplaires originaux de la Lettre Commande seront timbrés et enregistrés par les soins et au frais du fournisseur, conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 21 : BREVET

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

ARTICLE 22 : LIEU ET DELAI DE LIVRAISON

22.1. Lieu de livraison

Les fournitures, objet de la présente Lettre Commande, seront livrées conformément au tableau ci-après :

| Désignation | Qté total | Lieu de destination | | |
|--|-----------|---------------------|-------------|--|
| | | Régions | GIC ou COOP | |
| Chaque kit étant constitué de : - Un Chapeau - Une Combinaison - Une paire de Gants de protection corporelle - Un Protège nez - Une paire de Lunette de protection - Une paire de bottes | 281 | CE | 60 | Coordination régionale du PNRDFCC des régions concernées |
| | | SW | 44 | |
| | | SU | 38 | |
| | | LT | 29 | |
| | | ES | 33 | |
| | | NW | 30 | |
| | | OU | 37 | |
| | | AD | 10 | |

22.2. Délai de livraison

Le délai de livraison maximum est fixé à un (01) mois, à compter de la date de notification et de l'ordre de service de commencer la livraison.

ARTICLE 23 : ROLES ET RESPONSABILITES DU FOURNISSEUR

Le fournisseur a pour mission d'assurer la fourniture des biens tels que décrits dans les Spécifications Techniques (ST), sous le contrôle de l'Ingénieur du Marché et ce conformément à la présente Lettre Commande et aux règles et normes en vigueur au Cameroun.

ARTICLE 24 : TRANSPORT ET ASSURANCE

24.1. Transport

Le fournisseur doit prendre toutes dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

24.2. Assurance

Les risques de toutes natures pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le fournisseur.

CHAPITRE IV : RECEPTION

ARTICLE 25 : RECEPTION DEFINITIVE

La Commission de réception définitive sera composée des membres suivants:

- Le Maître d'Ouvrage ou son Représentant.....Président ;
- Le Chef de Service du Marché Membre ;
- L'Ingénieur du Marché.....Rapporteur ;
- Le Chef Service des Marchés du MINADER.....membre ;
- L'Agent Public chargé des opérations de la Comptabilité-Matières PNRDFCC.....Membre ;
- Le Cocontractant ou son Représentant dûment mandaté.....Membre ;
- Le Représentant du MINMAP assiste en tant qu'Observateur.

Les membres de la commission de réception sont convoqués au moins dix jours avant la date de réception. Le fournisseur est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter).

Il assiste à la réception en qualité membre. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de réception.

La Commission examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des prestations s'il y a lieu.

La visite de la réception définitive fera l'objet du procès-verbal de réception définitive signé sur le champ par les deux tiers 2/3 au moins des membres de la commission dont le Président.

Au cas où la réception n'est pas prononcée le procès-verbal de réception précis les réserves à lever assorties des délais, avant la prononciation de ladite réception.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 26 : RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande peut être résiliée de plein droit conformément à l'article 182 du Code des Marchés Publics notamment dans l'un des cas de :

- Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant de la fourniture
- Défaillance du fournisseur.

ARTICLE 27: CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, le Cocontractant ne pourra voir sa responsabilité dérogée que s'il a averti par écrit le Maître d'Ouvrage de son intention d'évoquer ce cas de force majeure, et ce avant la fin du troisième (3ème) jour qui a succédé à l'événement. En tout état de cause, il appartient au Maître d'Ouvrage d'apprécier ce cas de force majeure et les preuves fournies.

ARTICLE 28 : DIFFERENDS ET LITIGES

Les différends ou litiges nés de l'exécution de la présente Lettre Commande peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable. Lorsqu'aucune solution à l'amiable ne peut être apportée au différend celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

ARTICLE 29: EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE COMMANDE

Huit (08) exemplaires de la présente Lettre Commande seront édités par les soins du fournisseur et fournis au Chef de Service du Marché.

ARTICLE 30 : ET DERNIER : ENTREE EN VIGUEUR DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande ne deviendra définitive qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Elle entrera en vigueur dès sa notification au fournisseur par ce dernier.

PAGE _____ ET DERNIERE DE LA LETTRE COMMANDE N° _____
/LC/MINADER/PNRDFCC/CIPM/2019 DU _____ PASSEE APRES CONSULTATION OUVERTE
POUR UNE DEMANDE DE COTATION N°043/DC/MINADER/PNRDFCC/CIPM/2019 DU
..... RELATIVE A L'ACQUISITION ET DISTRIBUTION DES KITS DE PROTECTION
CORPORELLE AU PROJET NATIONAL DE RELANCE ET DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES
CACAO-CAFE (PNRDFCC).

MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE: _____

DELAI ET LIEU DE LIVRAISON : UN (01) MOIS/ COORDINATION REGIONALE DU PNRDFCC DES
REGIONS CONCERNEES

LUE ET APPROUVEE PAR :

LE COCONTRACTANT

YAOUNDE, LE _____

SIGNEE PAR :

Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural

YAOUNDE, LE _____

ENREGISTREMENT

PIECE : N° 8 :
MODELES DES PIECES

ANNEXE N°1 : MODELE DE LA LETTRE DE SOUMISSION

Je soussigné.....(indiquer le nom et la qualité du signataire) représentant de la Société, l'entreprise ou le groupement.....dont le siège social est àinscrite au registre du commerce de.....sous le n°.....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au Dossier de Consultation y compris les additifs N°.....(rappeler l'objet de la Demande de Cotation)

Me soumet et m'engage à livrer les fournitures conformément au dossier de Demande de Cotation, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à (en chiffres et en lettres).....francs CFA Hors TVA, et à.....francs CFA toutes taxes comprises (en chiffres et en lettres)

M'engage à livrer les fournitures dans un délai de.....mois

M'engage en outre à maintenir mon offre dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :.....

L'Administration se libérera les sommes dues par elle au titre de la présente Lettre Commande en faisant donner crédit au compte N°.....ouvert au nom de..... auprès de la banque.....Agence de.....

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à

.....le.....

Signature de

En qualité de.....

Dûment autorisé à signer les soumissions pour et nom de.....

ANNEXE N°2 : MODELE DU CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Adresse à (indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse), « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Fournisseur ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du Pour (rappeler l'objet de l'appel de la Demande de Cotation), ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à (indiquer le montant) francs CFA,

Nous (nom et adresse de la banque), représentée par (noms des signataires), ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de (indiquer le montant) Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;

Où

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'ouvrage pendant la période de validité :

- Manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;
- Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à.....,le.....

Signature de la banque

ANNEXE 3 : DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

A insérer en annexe à la

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

Fonction :

En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier de Consultation N°relative à.....
Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cette Demande de Cotation.

ANNEXE N° 4 : MODELE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné M.....Directeur
Général de :.....BP :.....NIU.....
Soumissionnaire (références de l'Appel d'Offres).....
.....
.....
.....

En application des dispositions de la lettre-circulaire

N°004/LC/MINMAP/CAB du 25 janvier 2017 relative à la prise en compte des défaillances des entreprises dans l'exécution des marchés antérieurs pour l'attribution de nouveaux marchés,

Déclare sur l'honneur par la présente :

1. N'avoir abandonné aucun marché au cours de trois (03) dernières années sur l'ensemble du territoire national ;
2. Que(nom de la structure).....ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies annuellement par le Ministre des Marchés Publics.

En foi de quoi la présente déclaration sur l'honneur est établie et signée pour servir et valoir ce que de droit

Fait à

Nom et Prénom, Signature du responsable de la structure.

PIECE : N°9

**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES
FINANCIERS HABILITES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE
CADRE DES MARCHES**

**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS DE
PREMIER RANG AGREES PAR LE MINISTRE DES FINANCES, AUTORISES A
EMETTRE LES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS.**

I) BANQUES

- 1- Afriland First Bank (First Bank), BP: 11 834, Yaoundé ;
- 2- Banque Atlantique Cameroun (BACM), BP: 2 933, Douala
- 3- Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), BP : 12962,
Yaoundé
- 4- Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK), BP : 600
Douala ;
- 5- Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit (BICEC), BP : 1925,
Douala ;
- 6- Bank of Africa (Cameroun), BP 4593. Douala
- 7- CitiBank Cameroun (CITIGROUP), 4571, Douala;
- 8- Commercial Bank of Cameroon (CBC), BP: 4004, Douala;
- 9- Ecobank Cameroun (ECOBANK), BP: 582, Douala;
- 10- National Financial Credit Bank (NFC-BANK), BP: 6578, Yaoundé;
- 11- Société Commerciale de Banques-Cameroun (SCB-Cameroun), BP : 300, Douala ;
- 12- Société Générale Cameroun (SGC), BP : 1042, Douala ;
- 13- Standard Chartered Bank Cameroun (SCBC), BP: 1784, Douala;
- 14- Union Bank of Cameroun PLC (UBC), BP: 2088, Douala;
- 15- United Bank of Africa (UBA), BP: 2088, Douala.
- 16- Crédit Communautaires d'Afrique Bank (CCA Bank)

II) COMPAGNIES D'ASSURANCES

- 17- Activa Assurances, B.P : 12 970 Douala ;
- 18- Assurance et Réassurance Africaine (AREA) B.P : 1531, Douala. ;
- 19- Atlantique Assurances S.A. B.P : 2933, Douala.;
- 20- Beneficial General Insurance S.A. B.P: 2328, Douala.
- 21- Chanas Assurances, B.P : 109 Douala ;
- 22- CPA S.A. B.P : 54, Douala.
- 23- Proassur B.P : 5963, Douala.
- 24- SAAR S. A. B.P : 1011, Douala.
- 25- Nsia Assurances S.A, BP : 2759 Douala
- 26- Saham Assurances, B.P : 11 315 Douala.
- 27- Zenithe Insurance, B.P : 1540, Douala.